



ONU Conseil de sécurité

Briefing MONUSCO

New York, le 11 décembre 2023

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Bintou Keita, et Mme Sandrine Lusamba de leurs exposés et de leur engagement. Je salue la participation des représentants des Etats de la région.

Lors d'une visite récente d'une délégation de mon ministère en RDC, nous avons rencontré Pétronille Vaweka. Cette représentante de longue date de la société civile congolaise nous disait, et je cite : « Malgré la persistance des conflits et des souffrances à l'est, je suis convaincue que nous pouvons construire la paix. C'est pour cela que je suis toujours debout ». Je tiens à réaffirmer à la population congolaise l'engagement de la Suisse en faveur de la promotion d'une paix durable dans le pays.

A cet égard, j'aimerais aborder trois points :

Premièrement, le désengagement de la MONUSCO doit être responsable et échelonné. La Suisse salue la collaboration entre les autorités congolaises et la Mission dans l'élaboration du Plan de désengagement. Nous reconnaissons l'appel de la RDC en faveur d'un retrait progressif de la Mission. Ainsi, nous saluons la volonté du gouvernement de garantir un retrait mené de manière responsable et échelonné. Ceci nécessite de donner la priorité à la protection des civils et de garantir un processus inclusif et collaboratif, y compris avec la société civile.

En vue du déploiement de forces régionales en RDC, il est essentiel que tout appui de la part de la MONUSCO soit strictement conforme à la Politique de diligence voulue en matière de droits humains. Ces forces régionales devraient mettre en œuvre le cadre de conformité de l'Union africaine et intégrer dans leur mandat la protection des civils.

Enfin, avec le retrait de la Mission du Sud Kivu en 2024, nous encourageons la RDC à renforcer l'Etat de droit, le secteur de la sécurité et la mise en œuvre du processus de démobilisation, désarmement et réintégration des groupes armés.

Deuxièmement, les initiatives politiques doivent être renforcées pour mettre fin aux affrontements et consolider une paix durable. Au niveau de la région, la Suisse appelle toutes les

parties à la retenue et à la désescalade. La tenue d'un dialogue sincère et approfondi, notamment entre la RDC et le Rwanda, est urgente pour mettre un terme aux cycles de violence. Pour cela, tout soutien aux groupes armés, notamment au M23 et au FDLR, doit cesser immédiatement. A cet égard, la Suisse prend note de la décision du gouvernement congolais d'interdire à ses officiers tout contact avec les FDLR.

Au niveau national, la RDC doit déployer tous les efforts pour garantir l'espace civique aux populations, notamment dans le cadre des élections. Il est impératif que les Congolaises et les Congolais puissent exprimer librement leur volonté, sans crainte de représailles. Dans le même temps, tous les candidats et candidates ont la responsabilité de garantir un processus électoral apaisé et sans discours de haine. Nous regrettons que les populations de certains territoires, notamment Masisi et Rutshuru, soient privées de la possibilité de participer au processus électoral.

Troisièmement, toutes les parties doivent respecter le droit international humanitaire et les droits humains. L'intensification des combats dans l'Est de la RDC depuis octobre est préoccupante. Les attaques accrues des groupes armés dans le Nord Kivu et l'Ituri, en particulier entre les Wazalendo, le M23, les ADF et CODECO, ont un impact dévastateur sur la population civile. Alors que le nombre de victimes de violations du droit international augmente dramatiquement, l'insécurité entrave l'accès des populations à l'assistance humanitaire. Ces violations du droit international doivent cesser immédiatement, et faire l'objet de poursuites.

Monsieur le Président,

Le Conseil de sécurité s'est rendu en RDC cette année pour dialoguer avec les autorités congolaises et établir un lien de confiance. La coopération et le dialogue continus de la RDC avec les Nations Unies demeurent essentiels. Alors que ce Conseil s'apprête à renouveler le mandat de la MONUSCO, une relation constructive et transparente entre ce Conseil et la RDC est cruciale pour un processus de désengagement réussi.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr President,

I would like to thank the Special Representative of the Secretary-General, Ms Bintou Keita, and Ms Sandrine Lusamba, for their presentations and for their commitment. I welcome the participation of the representatives of the States of the region.

During a recent visit to the DRC by a delegation from my ministry, we met Pétronille Vaweka. This long-standing representative of Congolese civil society told us, and I quote: "Despite the persistence of conflict and suffering in the east, I am convinced that we can build peace. That's why I'm still standing. I would like to reaffirm to the Congolese people Switzerland's commitment to promoting lasting peace in the country."

In this respect, I would like to address three points:

Firstly, MONUSCO's disengagement must be responsible and carried out in stages. Switzerland welcomes the collaboration between the Congolese authorities and the Mission in drawing up the disengagement plan. We recognise the DRC's call for a gradual withdrawal of the Mission. We welcome the government's determination to ensure that the withdrawal is carried out responsibly and in a staged manner. This means giving priority to the protection of civilians and ensuring an inclusive and collaborative process, including with civil society.

With a view to the deployment of regional forces in the DRC, it is essential that any support from MONUSCO be in strict compliance with the human rights due diligence policy. The regional forces should apply the African Union's compliance framework and include the protection of civilians in their mandate.

Finally, with the withdrawal of the Mission from South Kivu in 2024, we encourage the DRC to strengthen the rule of law, the security sector and the implementation of the demobilisation, disarmament and reintegration process for armed groups.

Secondly, political initiatives must be reinvigorated to put an end to clashes and consolidate a lasting peace. At the regional level, Switzerland calls on all parties to exercise restraint and de-escalate tensions. A sincere and well-founded dialogue, particularly between the DRC and Rwanda, is urgently needed to put an end to the cycles of violence. To this end, all support for armed groups, in particular the M23 and the FDLR, must cease immediately. In this respect, Switzerland takes note of the Congolese government's decision to prohibit its officers from having any contact with the FDLR.

At a national level, the DRC must make every effort to guarantee civic space for its people, particularly in the context of the elections. It is imperative that the Congolese people are able to express their will freely, and without fear of reprisals. Meanwhile, all candidates have a responsibility to ensure that the electoral process is peaceful and free of hate speech. We regret that the populations of certain territories, notably Masisi and Rutshuru, are deprived of the opportunity to participate in the electoral process.

Thirdly, all parties must respect international humanitarian law and human rights. The intensification of fighting in the east of the DRC since October is worrying. Increased attacks by armed groups in North Kivu and Ituri, in particular Wazalendo, M23, ADF and CODECO, are having a devastating impact on the civilian population. At a time when the number of victims of violations of international law is rising dramatically, insecurity is hampering people's access to humanitarian aid. These violations of international law must stop immediately and be investigated.

Mr President,

The Security Council visited the DRC this year to engage in dialogue with the Congolese authorities and promote mutual understanding. The DRC's continued cooperation and dialogue with the United Nations remains essential. As this Council prepares to renew MONUSCO's mandate, a constructive and transparent relationship between this Council and the DRC is crucial to a successful disengagement process.

Thank you.